



PRÉFET DE LA DRÔME

*Liberté
Égalité
Fraternité*

FICHE REFLEXE

Mesures réglementaires dans le cadre de
la lutte contre la pandémie de COVID-19

MESURES DE LUTTE CONTRE LA COVID-19

ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES

02 FÉVRIER 2021

**Le vendredi 29 janvier 2021, à l'issue du conseil de défense,
le Gouvernement a décidé la mise en place
de mesures supplémentaires.**

Les entrées ou sortie du territoire français



L'entrée sur le territoire depuis un pays de l'Union Européenne est conditionnée à un test PCR depuis le dimanche 31 janvier 2021 ;



Déplacements en direction des territoires d'outre -mer soumis à un test PCR et à un motif impérieux depuis le dimanche 31 janvier 2021 ;



Seul un motif impérieux permet de voyager hors UE.



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MESURES DE LUTTE CONTRE LA COVID-19

ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES

02 FÉVRIER 2021

Fermeture des commerces de plus de 20 000 m²

L'ouverture des commerces reste le principe, à l'exception des commerces qui génèrent des brassages de population importants, présentant ainsi un risque de circulation accrue du virus.



Sont ainsi concernés par la fermeture :

- les **commerces non alimentaires de plus de 20 000 m² de surface commerciale utile (SCU)** ;
- les **commerces non alimentaires des centres commerciaux et galeries marchandes d'une surface commerciale utile supérieure à 20 000 m²**. Les 20 000 m² se calculent en additionnant l'ensemble des surfaces des commerces, alimentaires ou non;
- les **bâtiments de plus de 20 000 m² cumulés reliés par des allées closes et couvertes dans les zones commerciales, parcs d'activité et villages de marques**.



Néanmoins, **les zones commerciales, parcs d'activité et villages de marques où la circulation du public entre les commerces intervient en extérieur** ne sont pas concernés et **peuvent rester ouverts**.

1. Comment se calcule la surface commerciale utile (SCU)?

La surface commerciale utile est la surface totale comprenant :

- les surfaces de vente,
- les bureaux,
- les réserves.

La surface est prise en compte indépendamment des interdictions d'accès au public (on ne déduit donc pas les magasins fermés, quel qu'en soit le motif).



Attention : ne sont pas inclus dans la SCU les parties communes (allées du centre commercial, parkings, services techniques).



PRÉFET DE LA DRÔME

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MESURES DE LUTTE CONTRE LA COVID-19

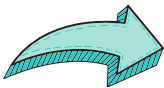
ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES

02 FÉVRIER 2021

2. En Drôme quels commerces sont concernés par cette fermeture?

Sur le territoire national sont concernés près de 400 centres commerciaux ou magasins. Et plus particulièrement en Drôme, sont concernés :

- Centre commercial Leclerc de Bourg-les-Valence ;
- Centre commercial Leclerc de Saint-Paul-les-Romans.



Attention : les commerces alimentaires des centres commerciaux resteront ouverts, qu'il s'agisse des supermarchés ou des magasins alimentaires spécialisés (boulangerie par exemple). Les pharmacies resteront également, par dérogation, ouvertes.



Attention : les autres commerces de type tabac-presse, téléphonie, opticiens, parapharmacies et vendeurs d'informatiques ne bénéficient pas de dérogation et doivent également fermer.

Les commerces fermés n'auront pas la possibilité de faire de click&collect ou retrait de commande. En revanche, la livraison de leur produit restera possible.

Un renforcement des jauges pour les commerces est également mis en place, avec **une personne pour 10 m² de surface de vente pour ceux de plus de 400 m²**. Les autres commerces conservent une jauge à une personne pour 8 m².

Pour rappel, chaque magasin doit **afficher le nombre maximal de personnes autorisées simultanément**.



PRÉFET DE LA DRÔME

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MESURES DE LUTTE CONTRE LA COVID-19

ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES

02 FÉVRIER 2021

3. Quelles sont les aides pour les commerces concernés par cette fermeture?

Les commerces fermés bénéficieront du **fonds de solidarité renforcé**, avec un droit d'option entre la compensation de perte de chiffre d'affaires jusqu'à 10 000 € ou l'indemnisation de 20% du chiffre d'affaires plafonné à 200 000€ par mois.

Pour les commerces en réseaux, particulièrement les grandes enseignes intégrées pour lesquelles les 200 000 € de compensation seraient insuffisants, le dispositif de couverture de 70% des charges fixes leur sera ouvert. Ces aides permettront aux commerçants de faire face à leur loyer et charges.

Les commerces fermés bénéficieront de **l'activité partielle sans reste à charge**.

Ils bénéficieront de **l'exonération des cotisations patronales et de l'aide au paiement des cotisations salariales**.

Enfin **l'ensemble des autres dispositifs exceptionnels de financement restent à disposition des entreprises, en particuliers les prêts garantis par l'Etat**.

Renforcement des contrôles



Les contrôles organisés par les forces de l'ordre sont renforcés afin d'assurer le respect de ces mesures complémentaires et notamment le respect du couvre-feu à 18h00 et le respect des mesures applicables dans les commerces.

Pour mémoire, la violation de ces dispositions est punie d'une amende forfaitaire prévue pour les **contraventions de 4ème classe** (135 euros), conformément à l'article L. 3136-1 du code de la santé publique. Cette amende sera majorée en cas de récidive dans les 15 jours. En outre, si cette récidive est verbalisée trois fois dans un délai de 30 jours, les faits seront punis de six mois d'emprisonnement et de 3 750 euros d'amende, ainsi qu'une peine complémentaire de travail d'intérêt général.